

Budget initial 2024

Note de présentation

Conseil d'administration du
12 décembre 2023

Contexte

Le budget initial (BI) 2024 est construit concomitamment et en cohérence avec le budget rectificatif n°2 de 2023 qui a permis de mettre à jour les recettes et l'enveloppe de masse salariale, de prendre en compte les prévisions d'octobre d'atterrissage en fonctionnement comme en investissement et d'affiner ainsi les grands agrégats financiers. Il est à noter qu'au moment du CA, une actualisation prudentielle de la sous-exécution en investissement hors RPF prévoit une hausse, a minima, de 3 600K€ de nos FdR et notre trésorerie à fin 2023.

La préparation de ce budget et de la campagne d'emploi a été entamée, dès le printemps, par la tenue des dialogues de gestion avec les composantes et les entités de recherche et le recensement des besoins des services.

Sa construction s'est ensuite opérée depuis la rentrée 2023 dans un contexte de charges exogènes imposées (surcoûts énergétiques, mesures RH appliquées par l'État en juillet 2023) à des niveaux difficiles à supporter sur le budget classique de l'établissement.

La reconduction de ce contexte déstabilisant a de nouveau complexifié la construction budgétaire avec des informations très instables, fluctuant au gré des annonces de la tutelle :

- côté recettes, sur les compensations attendues (périmètre de la compensation des mesures « Guerini »)
- côté dépenses, sur le niveau de dépenses à prendre en compte pour les surcoûts énergétiques prévisionnels, des mesures « Guerini » et de la GIPA
- côté méthodologique, sur la nécessité de construire un budget initial sans impact de ces éléments exogènes sur l'activité de l'établissement, quitte à financer le surcoût par prélèvement sur le FdR.

Comme la campagne d'emplois 2024, ce budget a donc été construit sans inflexion méthodologique par rapport aux années passées. Il est donc basé sur les besoins récurrents de l'établissement et de ses entités pour la réalisation de ses missions et la mise en œuvre d'initiatives et de projets qui visent à le transformer et le développer.

Les dépenses sont fortement marquées par la dépense énergétique (+ 1 323K€ vs 2022), l'impact 2024 des mesures RH « Guerini » 2023 (+4 022K€), la hausse de la GIPA (+426K€), le GVT solde 2024 (+772K€), la revalorisation 2023 des contrats doctoraux (+60K€), les forfaits mobilité douce et télétravail (121K€) et la création du centre de Don du corps (+153K€).

Ces éléments exogènes à l'URCA ne sont que partiellement couverts en recettes dans ce BI. En effet, la seule recette nouvelle anticipée face à ces surcoûts concerne la compensation partielle de certaines mesures « Guerini » sur plafond 1 (1 752K€).

Il en ressort que les surcoûts exogènes dans ce BI pèsent pour 5 125K€ sur le résultat, le fonds de roulement (pour environ 8 jours de fonctionnement) et impactent donc à terme la réalisation des projets, notamment de rénovation énergétique et bâtimentaire, mais aussi numériques.

En dépit de ce contexte contraint, l'établissement souhaite avec ce BI poursuivre sur la trajectoire initiée en 2016 et maintenir un niveau en fonctionnement et en investissement conforme à ses ambitions.



Le PPI actuel prend donc en compte :

- La poursuite ou la finalisation des opérations en cours : bâtiment STAPS, extension du pôle Agro, déménagement du pôle santé, Open Science Lab'z ;
- Des opérations de rénovations énergétiques : Site Moulin de la Housse et IUT de Reims
- Le lancement du renouvellement du Super Calculateur ROMEO (en AE à ce stade)

Dans l'optique de sécuriser la soutenabilité financière de l'établissement, la construction budgétaire évolue :

- Depuis 2022, ouverture en deux temps du fonctionnement (hors opérations fléchées) ;
- À partir de 2023, modification méthodologique de l'octroi de l'enveloppe de soutien aux composantes. En effet, là où précédemment l'établissement intégrait au BI des budgets de soutien établissement arbitrés à partir des demandes des composantes, ce BI propose des plafonds de dépenses que leur conseil de gestion devra ventiler sur une liste de dépenses éligibles ;
- Programmation prudentielle du volet 2024 du PPI en attente du compte financier 2023. En effet, le PPI a fait l'objet, outre les mises à jour usuelles, d'aménagements divers consistant à décaler provisoirement des opérations prévues en 2024 pour des utilisations de CP en 2025. Si les agrégats constatés en compte financier 2023 le permettent, tout ou partie de ces opérations pourrait être reprogrammé en BR technique de printemps.

À la lecture de ce budget, les grands agrégats s'établissent comme suit : le résultat patrimonial présente un déficit de -3 784K€, le fonds de roulement (FdR) s'élève à 7 144K€ (prélèvement de 16 424K€) soit 11,1 jours de fonctionnement et la trésorerie s'élève à 7 544K€ soit 11,7 jours de fonctionnement.

L'impact non compensé des mesures exogènes éligibles à compensation (hors GIPA, GVT, forfaits mobilité et télétravail) s'élève à 3 806K€ soit 5,9 jours de fonctionnement. Dans ce contexte, les planchers usuels de FdR et de trésorerie demandés par la tutelle sont alors abaissés respectivement à 9,1 jours et 14,1 jours.

Le niveau final de FdR est donc au-dessus du plancher corrigé (+2,0 jours) et celui de trésorerie se trouve en dessous (-2,4 jours). La trésorerie 2024 est impactée par l'avance de trésorerie pour le renouvellement de ROMEO (7 117K€, soit 11 jours). Ainsi, sans cette avance qui sera remboursée en 2025, la trésorerie finale s'établirait à 22,7 jours de fonctionnement.

Pour finir, l'actualisation prudentielle à date, post-production du BR2, implique une hausse prévisible de 3 600K€ (5,6 jours de fonctionnement 2024) du FdR et de la trésorerie à fin 2023. De même, une notification de la tutelle du 7/12/2023 nous octroie 2 308K€ pour 2023. Cette dotation tardive va donc alimenter mécaniquement le FdR et la trésorerie de fin d'année pour 3,6 jours de fonctionnement 2024.

Avec ces éléments de fin de gestion, il est donc prévisible que le BR1 2024 voit les niveaux finaux du FdR et de la trésorerie remonter de 9,2 jours, respectivement à 20,3 jours et 20,9 jours, tous deux au-dessus des planchers corrigés de 9,1 et 14,1 jours et même des planchers usuels non corrigés.



Structure de la note

La note de l'ordonnateur est un document stratégique qui fait le lien entre les activités de l'université, leur traduction budgétaire et leur soutenabilité.

Conformément à la circulaire relative à la gestion budgétaire et comptable publique les opérateurs et organismes de l'Etat 2021, elle s'organise de la manière suivante :

1. Autorisations budgétaires limitatives

1.1 Tableau des autorisations d'emplois

1.2 Tableau des autorisations budgétaires

1.3 Tableau des dépenses par destination et des recettes par origine

2. Equilibre financier

2.1 Tableau d'équilibre financier

2.2 Tableau des opérations pour compte de tiers

3. Analyse de la soutenabilité

3.1 Tableau de situation patrimoniale

3.2 Plan de Trésorerie

3.3 Tableau des opérations liées aux recettes fléchées

3.4 Tableau des opérations pluriannuelles

3.5 Tableau de synthèse budgétaire et comptable

Pour garantir une meilleure lisibilité de la présente note, les tableaux présentés correspondent à des synthèses ou à des extraits des tableaux réglementaires. L'ensemble des documents budgétaires est présenté en annexe.



Zoom technique sur la construction du budget initial 2024

Les éléments les plus significatifs de la construction technique de ce budget sont :

- Une ouverture en deux temps du budget de fonctionnement opérée hors opérations fléchées. Ainsi, 25% de l'enveloppe non fléchée n'est pas inscrite à ce stade dans le budget des différentes entités, en lien direct avec les sous-exécutions constatées depuis plusieurs années.

En fonction des réalisations, de la mutualisation nécessaire des coûts de l'énergie, et des mesures RH, mais également du respect de l'enveloppe de masse salariale pour la couverture pédagogique (HCV, HRS, PRP, RIPEC C2), l'ouverture pour les composantes de tout ou partie du solde fera l'objet d'un examen en BR.

Dans l'attente, un tiers de la somme est conservée en central pour faire face à d'éventuelles urgences qui interviendraient et permettra d'assurer la continuité des missions de l'université.

- L'évaluation de la SCSP est opérée sur la base des notifications reçues en 2023 du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI) en prenant soin de ne conserver que les dotations ayant vocation à être versées en 2024.
- L'établissement opère une révision de sa politique en matière de taux et d'assiette de prélèvements de frais de gestion (taxe d'apprentissage et formation professionnelle notamment).

Ces taux ont été réévalués de 15% à 20% pour les IUT, de 20% à 25% pour les autres composantes. Cette démarche graduelle, amorcée en 2022, vise à mieux prendre en compte l'ensemble des dépenses supportées par l'établissement avec notamment :

- les mesures « Guerini » et les coûts énergétiques non compensés ;
- une amélioration de la sincérité de la budgétisation des opérations sur ressources propres, du budget global et du soutien aux composantes ;
- un soutien du pilotage et de la modernisation de l'établissement pour accroître son attractivité et professionnaliser mieux encore le suivi et le développement de la gestion de projets complexes pour renforcer la compétitivité de l'URCA.



1. Autorisations budgétaires limitatives

Le Conseil d'Administration (CA) doit se prononcer sur le niveau des emplois et des crédits (AE et CP) par nature de dépenses. Il vote ainsi les limites annuelles « plafonds » de l'action de l'ordonnateur en matière d'emplois, d'engagement de crédits et de paiement des dépenses.

Il convient de rappeler que, dans les états GBCP, la comptabilité budgétaire retrace les engagements annuels et les flux de trésorerie (encaissements et décaissements de l'année). Les opérations comptables de fin d'exercice n'y figurent pas, hormis dans le tableau 6 (évolution de la situation patrimoniale).

1.1. Tableau des autorisations d'emplois

Le plafond total de l'établissement porte sur l'ensemble des emplois rémunérés par l'URCA qu'ils soient délégués par l'Etat ou financés sur ressources propres.

Les emplois délégués sont limités par un plafond maximal notifié par l'Etat à 2 281 équivalent temps plein travaillé (ETPT).

Le plafond d'emploi proposé pour l'URCA est de 2 476 ETPT soit une augmentation de 44 ETPT (+1,8%) entre le BR2-2023 et le BI 2024 dont :

- Emplois délégués par l'Etat 2 254,07 ETPT soit + 55,25 ETPT
- Emplois sur ressources propres : 221,24 ETPT soit – 17,21 ETPT

Emplois			Plafond Etat ETPT		Hors SCSP EPT		Global ETPT	
Catégories	Nature		BI 24	Δ BR2 23	BI 24	Δ BR2 23	BI 24	Δ BR2 23
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires	988,15	-8,36			988,15	-8,36
		CDI (PCT)	15,00	0,29	-		15,00	0,29
	Non perm	CDD	259,98	31,41	92,93	-11,80	352,91	19,61
S/total EEC			1 263,13	23,34	92,93	-11,80	1 356,06	11,54
BIATSS	Permanents	Titulaires	621,14	-7,48			621,14	-7,48
		CDI	139,80	13,35	14,25	1,05	154,05	14,40
	Non perm	CDD	217,00	27,29	44,55	-27,29	261,55	0,00
		Cont projets transverses	4,00	-0,35	29,31	14,89	33,31	14,54
		Cont projets recherche	-		32,87	5,59	32,87	5,59
		Apprentis	9,00	-0,90	7,33	0,35	16,33	-0,55
S/total Biatss			990,94	31,91	128,31	-5,42	1 119,25	26,49
Totaux			2 254,07	55,25	221,24	-17,21	2 475,31	38,04
Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat			2281	2	Plafond global des emplois voté en CA		2476	38

L'ensemble du repositionnement correctif des ETPT non titulaires sur le plafond correspondant au financement de leur poste est totalement effectif au 01/01/2024. La question ici régularisée concerne notamment des collègues recrutés sur SCSP mais initialement positionnés à tort sur plafond 2. Leur repositionnement sur plafond 1 n'était opéré qu'après le retour paie avec un effet généralement visible sur OREMS 2 ou 3 paies plus tard. Cela induisait des erreurs de 3 à 4 mois de positionnement en plafond 2 pour ces agents.

Une procédure de contrôle avant la première paie est en place depuis l'automne 2023 et ce BI 2024 projette les nouveaux agents en plafond 1 sans période de transition. Cela se traduit par un transfert de plafond 2 à plafond 1 de 39,47 ETPT correspondant à ces situations transitoires 2023 principalement pour des BIATSS CDD (27,29), des doctorants (7,90), des PCT (4,13), des ATER (0,82) et un mouvement contraire pour 2 AHU recrutés sur RP (-0,67).

La hausse globale de 38,04 ETPT est décomposée comme ci-dessous (sans aléas) :

- Enseignants-Enseignants chercheurs titulaires - 8,36 ETPT
- BIATSS titulaires - 7,48 ETPT
- Enseignants-Enseignants chercheurs non titulaires sur plafond 1 +31,70 ETPT
- BIATSS non titulaires sur plafond 1 + 39,39 ETPT
- Enseignants-Enseignants chercheurs non titulaires sur plafond 2 - 11,80 ETPT
- BIATSS non titulaires sur plafond 2 - 5,42 ETPT

La population non titulaire « Enseignants et Enseignants-chercheurs » progresse de 19,90 ETPT tous plafonds confondus :

- Chaire de Professeur Junior + 2,50 ETPT
- Enseignant-Chercheur + 0,33 ETPT
- Doctorants + 1,09 ETPT
- Post Doctorants + 5,05 ETPT
- ATER + 9,75 ETPT
- PCT (CDD et CDI) + 3,77 ETPT
- Lecteurs – PAST/PAST - 1,25 ETPT
- AHU - 1,33 ETPT

D'autre part, la diminution des ETPT sur plafond 2 des contractuels enseignants est à considérer comme un transfert d'ETPT de plafond 2 vers le plafond 1 (cf. repositionnement évoqué supra, notamment pour les Doctorants, ATER, PCT) et non comme une baisse.

La population non titulaire « BIATSS », quant à elle, évolue de 33,98 ETPT tous plafonds confondus :

- CDI + 14,40 ETPT
- CDD + 0 ETPT
- Projets transverses + 14,54 ETPT
- Projets recherche + 5,59 ETPT
- Apprentis - 0,55 ETPT

Il est à noter que les ETPT CDD sont stables au global malgré le reclassement évoqué supra de 27,29 ETPT de plafond 2 en plafond 1.



1.2. Tableau des autorisations budgétaires

Tableau A : Evolution des autorisations d'engagement (AE) par enveloppe budgétaire

AE	BI 2023	BR1 2023	BR2 2023	BI 2024	Variation BI 2024 /BI 2023	
					montant	pourcentage
Personnel	184 298 453	187 849 205	187 064 484	193 911 745	9 613 292	5,22%
Fonctionnement	43 057 685	42 086 522	38 369 398	38 384 722	- 4 672 963	-10,85%
Investissement	30 059 675	32 907 267	26 744 649	31 804 482	1 744 807	5,80%
TOTAL	257 415 813	262 842 994	252 178 531	264 100 949	6 685 136	2,60%

Enveloppe de dépenses de personnel :

Les crédits de masse salariale (MS) sont ouverts à hauteur de 193 912K€, en augmentation de 6 847K€ (+3,66%) par rapport au BR 2 23 et de 9 613K€ (+5,22%) par rapport au BI 2023.

L'estimation 2024 intègre les éléments connus fin 2023 sur la base des effectifs présents et des recrutements prévus, sans aléas, incluant notamment les effets année pleine 2024. Les principaux postes hors évolution des effectifs sont donnés ci-dessous avec leur évolution par rapport au BI 2023 :

• Mesures « Guerini »	4 022K€	+4 022K€
○ <i>sur plafond 1</i>	3 758K€	+3 758K€
○ <i>sur plafond 2</i>	264K€	+264K€
• GIPA 2024	426K€	+426K€
• GVT solde 2024	772K€	+772K€
• Revalorisations LPR 2024	814K€	+814K€
• Revalorisation contrats doctoraux 2024	60K€	+60K€
• LPR 2024 (CPJ)	105K€	+105K€
• Lignes directrices de gestion	2 480K€	+1 082K€
○ <i>Accord temps de travail :</i>	1 388K€	+579K€
○ <i>Accessoires agents non titulaires :</i>	1 092K€	+503K€
• Forfait mobilité durable	75K€	+67K€
• Forfait télétravail	46k€	+6K€
• Heures complémentaires		+520K€

Par ailleurs, quelques évolutions liées aux effectifs sur financements fléchés sont aussi programmées (+1 639K€).

Enveloppe de dépenses de fonctionnement :

L'enveloppe de fonctionnement diminue de 4 673K€ (-10,85%) par rapport au BI 2023 pour atteindre un montant total de 38 385K€.

Les dépenses de fonctionnement diminuent par rapport au BI 2023, nous remarquons une légère baisse des dépenses de fonctionnement sur ressources propres (- 155K€) et une baisse des dépenses sur soutien établissement (- 4 518K€).

La baisse des dépenses de fonctionnement sur soutien de l'établissement est justifiée principalement par une meilleure estimation des dépenses de fluides (10 015K€ en BI 2023, 7 276K€ en BI 2024, -2 739K€) et par la suppression de l'enveloppe de couverture de l'inflation positionnée en BI 2023 (-725K€) mais déprogrammée en BR1 car non utilisée).



L'enveloppe sur ressources propres baisse à la marge sous l'effet de mouvements contraires :

De manière significative, l'activité du CFA génère 1 350K€ de dépenses supplémentaires avec l'augmentation du nombre d'apprentis.

De même, les projets de la recherche génèrent une augmentation de dépenses pour 922K€ répartie sur de nombreuses lignes.

A contrario les prévisions de dépenses sur les projets France 2030 sont réévaluées en fonction de la mise en place des projets et diminuent donc de 671K€ par rapport au BI 2023, au même titre qu'une revue du fléchage des dépenses liées à des recettes de TA, de formation continue, de projets régions et de diverses autres recettes pour un montant de 1 447K€.

Pour mémoire, l'enveloppe de fonctionnement arbitrée pour le BI mais généralement sous-consommée en fin d'année sera, comme en 2023, inscrite au budget en deux temps. Pour le BI, comme annoncé en préambule, 25% des plafonds de dépense arbitrés sur SCSP et RPG ont été retirés (pour un total de 2 820K€ correspondant aux sous-exécutions habituelles) et un tiers de cette somme seulement a été budgété en central pour faire face à des urgences pouvant survenir avant le premier BR.

Enveloppe de dépenses d'investissement :

L'enveloppe d'investissement augmente de 1 745K€ (+5,80%) par rapport au BI 2023 pour atteindre un montant total de 31 804K€.

A l'inverse de la tendance 2023, les dépenses sur les recettes propres représentent 63% (+9 280K€ vs BI 23) contre 37% (- 7 536K€) mobilisé sur les fonds propres de l'établissement pour des projets spécifiques ou des besoins émergents.

Une sous exécution « potentielle » en investissement a déjà été opérée par l'établissement, l'ensemble des dépenses sur soutien n'est ainsi ouvert qu'à hauteur de 90%.

D'un point de vue patrimonial, la DPLDD dispose d'enveloppes récurrentes dont le montant évolue à la marge d'une année sur l'autre en fonction des besoins. Pour 2024, elles s'élèvent à 1 000K€ pour le gros entretien (dont des travaux de réfection étanchéité des sites, réfection de salles du campus Moulin de la Housse) et 1 355K€ de mise en sécurité (dont accessibilité pour les personnes à mobilité réduite, signalétique sur le campus Moulin de la Housse et SSI), pour les enveloppes les plus importantes.

Les grosses opérations immobilières pèsent quant à elles pour 4 014K€ en AE :

- | | |
|--|---------|
| • Bat 5 et 10 -Rénovation énergétique - changement des menuiseries | 1 350K€ |
| • Le raccordement de la chaufferie de l'IUT de Reims au campus MDH | 1 114K€ |
| • IUT RCC amphi A2 | 900K€ |
| • Travaux en lien avec le pôle Agro | 650K€ |

Sur le volet numérique, les dépenses s'élèvent à 2 001K€ couvrant, pour l'essentiel :

- Les opérations courantes (jouvence 742K€ et mise à niveau des serveurs pour 990K€)
- De nouveaux projets avec la sécurisation du réseau et amélioration de la supervision Réseau (Matrix-Thousandeyes) de 100K€ et la mise en place du VDI du bâtiment 18 du campus Moulin de la Housse pour 80K€ ;



- La poursuite d'opération avec le projet France Relance Cyber Contrat d'objectifs visant à élever le niveau de sécurité de systèmes d'information de ses bénéficiaires via la mise en œuvre de parcours de sécurisation pour 70K€

S'agissant de la Recherche, l'enveloppe de soutien de l'établissement est de 2 506K€ en hausse de 1 181K€ finançant :

- 1 000K€ pour le renouvellement du super calculateur ROMEO
- 575K€ dans le cadre du cofinancement du CPER (projet BIOECO-GE, I2GE, RENETE)
- 360K€ pour l'installation de la chambre stratosphérique (projet AEROLAB)
- 301K€ pour l'enceinte climatique (projet AEROLAB)
- 270K€ pour la jouvence, le maintien en conditions opérationnelles et le développement des équipements scientifiques des unités et plateformes

L'enveloppe d'investissement sur ressources propres contient de nombreux projets financés sur ressources fléchées pour un total de 20 037K€ (+6 864K€ vs BI 23).

Les investissements de recherche s'élèvent à 13 665K€ répartis sur 90 lignes. Le renouvellement de ROMEO à lui seul représente 7 117K€. On peut aussi citer les contrats du nouveau CPER pour 2 785K€, le soutien de la Région et du Feder aux projets Recherche pour 2 615K€ (projet MAT-GE, VINCI 4D, PSICOCAP etc), les projets France 2030 pour 557K€ et les contrats-prestations de service 450K€.

Les investissements relatifs aux projets France 2030 (transverses) représentent 2 252K€ (1 500K€ Exebio, 700K€ Demetere et 52K€ FO6MED).

Pour les composantes, divers investissements sont prévus pour 140K€ dont ceux relatifs à la subvention 2023 de TCM (Troyes Champagne Métropole) pour la rénovation des ateliers de l'IUT de Troyes (100K€) et au pacte Compétences en lien avec la Région.

Les crédits de paiements

Tableau B : Evolution des crédits de paiement (CP) par enveloppe budgétaire

CP	BI 2023	BR1 2023	BR2 2023	BI 2024	Variation BI 2024 /BI 2023	
					montant	pourcentage
Personnel	184 298 453	187 849 205	187 064 484	193 911 745	9 613 292	5,22%
Fonctionnement	43 208 466	42 386 636	38 661 477	38 384 722	-4 823 745	-11,16%
Investissement	32 999 025	33 947 909	27 741 277	34 122 867	1 123 841	3,41%
TOTAL	260 505 944	264 183 751	253 467 238	266 419 333	5 913 389	2,27%

La stabilité des CP par rapport au BI 2023 est dû à la compensation de l'augmentation des dépenses de masse salariale par la baisse de celles de fonctionnement et d'investissement.

Les CP de personnel et de fonctionnement sont égaux aux AE correspondant.

Pour les CP d'investissement, l'écart entre CP et AE (+2 318K€) s'explique principalement par la finalisation de l'opération du laboratoire de virologie pour +1 320K€ et le paiement en 2024 des sommes engagées en 2023 pour le raccordement de l'IUT à la chaufferie du Moulin de la Housse (+934K€).

1.3. Tableau des dépenses par destination et des recettes par origine

Tableau C : Répartition des dépenses par masse et par mission

	Personnel		Fonctionnement et intervention		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP
Formation initiale et continue	103 308 655	103 308 655	9 709 905	9 709 905	5 589 796	5 589 796	118 608 355,56	118 608 355,56
Recherche	60 435 004	60 435 004	7 298 950	7 298 950	16 172 093	15 225 093	83 906 046,17	82 959 046,17
Pilotage et support	28 657 910	28 657 910	19 681 855	19 681 855	9 565 834	12 833 218	57 905 598,77	61 172 982,92
Étudiants	1 510 176	1 510 176	1 692 012	1 692 012	476 760	476 760	3 678 948,49	3 678 948,49
Total	193 911 745	193 911 745	38 382 722	38 382 722	31 804 482	34 124 867	264 098 949	266 419 333

○ Budget formation

Le budget alloué à la formation augmente par rapport au BI 2023, de 9 732K€ (+8,94%) en AE et de 9 707K€ (+8,91%) en CP et représente un montant de 118 608K€ en AE et en CP :

- Personnel : AE 103 309K€ +12,62% CP 103 309K€ +12,62%
- Fonctionnement : AE 9 710K€ -15,83% CP 9 710K€ -16,02%
- Investissement : AE 5 590K€ -0,34% CP 5 590K€ -0,34%

La masse salariale augmente de 10 718K€, sous l'effet des mesures « Guerini », de la GIPA, des mesures LPR mais aussi du fait d'un changement de méthode de comptabilisation des agents affectés en composantes qui étaient positionnés initialement sur le pilotage.

En fonctionnement l'évolution (-1 827K€ AE, -1 852K€ CP) est liée principalement aux projets transverses (Exebio pour 764K€ et DeMeterre pour 1 500K€) et à la hausse de l'apprentissage (CFA, IUT de Troyes...).

○ Budget recherche

Le budget alloué à la recherche représente un montant de 83 906K€ en AE et de 82 959K€ en CP, en hausse par rapport au BI 2023 de 13 848K€ AE (+19,77%) et 13 236K€ CP (+18,98%). Il se répartit de la manière suivante :

- Personnel : AE 60 435K€ +4,56% CP 60 435K€ +4,56%
- Fonctionnement : AE 7 299K€ +2,58% CP 7 299K€ +2,58%
- Investissement : AE 16 172K€ +214,410% CP 15 225K€ +216,61%

En masse salariale, l'évolution est notamment liée aux mesures « Guerini », à la GIPA, aux mesures LPR à l'augmentation de l'enveloppe recherche sur ressources propres

L'enveloppe de fonctionnement progresse sous l'effet du report de projets ouverts et non totalement réalisés sur 2023 et d'un nombre important de nouveaux projets.

Pour ce BI 2023, comme les années précédentes, l'URCA confirme sa volonté de favoriser les dépôts de projets de recherche par le maintien des modalités de répartition du budget alloué aux unités de recherche, adoptées par la commission recherche en 2018.

Pour mémoire, il s'agit d'une ventilation qui prend en considération une part fixe indexée sur les effectifs et une part variable de plus en plus importante indexée sur l'activité « dépôts de projets » aux grands appels nationaux, européens ou internationaux. Cette démarche est destinée à favoriser le dynamisme comme la reconnaissance de nos unités de recherche.

En investissement, l'augmentation en AE est portée par les recettes propres pour 13 665K€ (dont ROMEO pour 7 117K€) et le soutien de l'établissement pour un total de 2 506K€ (dont 1 000K€ pour ROMEO, la chambre stratosphérique et l'enceinte climatique pour 661K€, le CPER pour 575K€ et les besoins de maintenance, jouvence ou petits matériels des unités et plateformes pour 270K€). Le décalage AE/CP est lié à la programmation en 2025 de CP la chambre stratosphérique, l'enceinte climatique et le CPER.



○ **Budget pilotage**

Par rapport au BI 2022, l'enveloppe de pilotage de l'université s'élève à 57906K€ en AE et 61 173K€ en CP. Elle se caractérise par une baisse de -16 994K€ en AE (-22,69%) et de -17 125K€ en CP (-21,87%) :

• Personnel :	AE	28 658K€	-13,05%	CP	28 658K€	-13,05%
• Fonctionnement :	AE	19 682K€	-13,33%	CP	19 682K€	-13,81%
• Investissement :	AE	9 566K€	-50,25%	CP	12 833K€	-42,97%

La masse salariale baisse de 4 303K€, sous l'effet des mesures « Guerini » mais surtout du fait du changement de méthode de comptabilisation des agents rebasculés sur la formation.

En fonctionnement, la baisse correspond principalement aux fluides qui passent de 10 014K€ en BI 2023 à 7 275K€ en 2024 (périmètre complet : dépenses de la DPLDD et des 2 IUT).

En investissement, comme détaillé supra, l'enveloppe diminue en AE comme en CP.

○ **Budget soutien aux étudiants**

L'enveloppe de soutien aux étudiants et à la vie de campus s'établit à 3 679K€, en hausse de 97K€ (+ 2,7%), en AE et 95K€ (+2,66%) en CP :

• Personnel :	AE	1 510K€	-16,48%	CP	1 510K€	-16,48%
• Fonctionnement :	AE	1 692K€	-0,22%	CP	1 692K€	-0,31%
• Investissement :	AE	477K€	+508,89%	CP	477K€	+508,89%

La masse salariale baisse de 3 824K€, malgré l'effet des mesures « Guerini », du fait du changement de méthode de comptabilisation des agents rebasculés sur la formation.

L'essentiel de l'enveloppe de soutien aux étudiants est constitué de dépenses réalisées au moyen de la contribution vie étudiante et de campus (CVEC).

Elle permet le financement du FSDIE (fond de soutien pour le développement initiatives étudiantes), qui représente 30% de la CVEC pour 540K€ en 2023. La médecine préventive disposera de 286K€ (15,89% de la CVEC) pour soutenir pleinement les actions en termes de prévention et de santé pour les étudiants. Le solde de cette contribution sera réparti par la commission instituée à cette fin.

La mobilité étudiante représente 447K€ de l'enveloppe.

En investissement, outre les dépenses récurrentes, essentiellement du SUAPS, une enveloppe CVEC de 200K€ est ouverte afin de financer le renouvellement du parc d'ordinateurs au profit des étudiants.

Tableau D : Evolution des recettes

	BI 2023	BR1 2023	BR2 2023	BI 2024	Variation BI 2024 / BI 2023	
					montant	pourcentage
SCSP	183 290 326	185 087 452	186 809 300	187 750 628	4 460 302	2,43%
RPG	22 415 518	24 901 518	24 618 256	27 359 145	4 943 626	22,05%
RPF (hors recettes gagées)	29 420 296	30 597 883	29 137 881	18 649 658	- 10 770 637	-36,61%
TOTAL hors recettes gagées	235 126 140	240 586 853	240 565 437	233 759 431	-1 366 709	-0,58%

Pour permettre de couvrir ses dépenses, l'université dispose de trois sources de financements encaissables :

- La subvention pour charge de service public (SCSP), pour 80,32% des recettes.
- Les ressources propres globalisées (RPG), pour 11,70% des recettes.
- Les ressources propres fléchées (RPF), pour 7,98% des recettes.

Recettes par fonds

Tableau E : Evolution des recettes par fonds entre le BI 2024 et le BI 2023

FONDS	BI 2023			BI 2024			Ecart BI 2024 - BI 2023
	RPG	RPF	Total	RPG	RPF	Total	
Subvention pour charges de service public	183 290 326		183 290 326	187 750 628	-	187 750 628	4 460 302
Droits d'inscription	3 702 234		3 702 234	3 649 441	-	3 649 441	- 52 793
Formation continue, diplômes propres et VAE	4 476 478		4 476 478	4 911 544	-	4 911 544	435 066
Taxe d'apprentissage	559 200		559 200	602 200	-	602 200	43 000
Contrats et prestations de recherche hors ANR	173 575	1 788 916	1 962 491	298 657	1 165 706	1 464 363	- 498 128
Valorisation	45 000		45 000	70 000	-	70 000	25 000
ANR investissements d'avenir	407 278	6 280 251	6 687 529	50 726	6 276 070	6 326 796	- 360 733
ANR hors investissements d'avenir	166 728	2 196 979	2 363 706	746 203	2 037 837	2 784 040	420 334
Subv d'exploitation et financement des actifs - Région	932 429	10 891 980	11 824 408	392 071	2 852 984	3 245 055	- 8 579 353
Subv d'exploitation et financement des actifs - UE	2 500	3 226 540	3 229 040	506 527	2 593 295	3 099 822	- 129 217
Subv d'exploitation et financement des actifs - Autres	1 472 697	4 868 851	6 341 548	2 213 728	3 646 680	5 860 408	- 481 140
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs	11 000	99 664	110 664	11 000	77 087	88 087	- 22 577
Autres recettes	10 466 401	67 116	10 533 517	13 907 048	-	13 907 048	3 373 531
TOTAL RECETTES	205 705 844	29 420 296	235 126 140	215 109 773	18 649 658	233 759 431	- 1 366 709

a) La subvention pour charge de service public (SCSP)

La subvention pour charge de service public est inscrite au BI 2024 pour un montant de 187 751K€, soit + 4 460K€ par rapport au BI 2023.

Cette évolution est en partie liée à la compensation de 50% des nouvelles mesures « Guerini » qui ont fait évoluer le point indiciaire à + 1,5% et les mesures bas salaires. Cette compensation s'élève à 1 752K€.

Le financement dédié à la masse salariale est ainsi évalué à 173 913K€ (+4 997K€ vs BI 2023), dont un socle de 161 876K€. Sont notamment à souligner des pérennisations de financements hors du socle :

- Loi de Programmation de la Recherche (LPR) 2023 et 2024 pour 2 051K€ majoritairement positionnés sur la refonte indemnitaire pour 1 630K€.
- Protection sociale complémentaire pour 250K€
- Révision de médecine 2022 + 2023 pour 262K€
- Rééquilibrage de la trajectoire financière et de masse salariale pour 400K€
- 139K€ pour les places supplémentaires de 2021-2022



Dans le cadre du développement du nouveau diplôme B.U.T, une subvention de 480K€ vient s'ajouter à cette dotation 2024.

La dotation de fonctionnement est estimée à 13 670K€ avec un socle de 11 484K€ sans prise en compte des mesures de bouclier énergétique, qui pourront être évaluées selon les surcoûts réellement subis. Sont notamment intégrées des reconductions de financements 2023 hors du socle :

- Compensation des droits d'inscription (boursiers, stagiaires INSPE) pour 1 807K€.
- Dotation de démarrage LPR pour 140K€
- Contrat de vie étudiante (culture, santé, sport) pour 204K€

b) Les ressources propres globalisées

Les recettes globalisées augmentent de +4 944K€, pour atteindre 27 359K€.

Cette évolution s'explique principalement par l'augmentation des ressources de formation professionnelle de 3 716K€ par rapport au BI 2023 :

- +3 201K€ de recettes liées aux contrats d'apprentissage de CFA.
- +357K€ de recettes de formation continue, selon les prévisions des composantes.
- +78K€ de financements publics de FC
- +43K€ de taxe d'apprentissage pour atteindre 602K€ au BI 2024, en légère hausse.
- +22K€ de droits d'inscription URCA (hausse de 1%)

Les autres financements publics viennent également augmenter les recettes globalisées pour 539K€, sous l'impulsion de nouveaux projets ANR hors France 2030.

La fiscalité affectée, qui comprend les recettes liées à la CVEC, s'élève à 1 800K€ au BI 2024. Ce montant était déjà atteint au BR1 2023. En revanche, on note une hausse de 365K€ par rapport au BI 2023.

Pour ce qui concerne les autres financements de l'Etat, il est inscrit au BI 2024 une augmentation de 324K€.

c) Les ressources propres fléchées

Les recettes propres fléchées s'élèvent à 18 650K€, en baisse de 10 771K€ par rapport au BI 2023. L'écart s'explique en très grande partie par l'absence de recettes liées au plan de relance pour un montant de 7 652K€, mais il sera révisé en budget rectificatif 2024.

Les projets France 2030 ont été réajustés selon les échéanciers de versement prévus dans les conventions. Ce qui engendre une baisse notable de 2 117K€.

En ce qui concerne la recherche, nous notons une baisse de 195K€ liée dans sa majorité au reclassement des recettes fléchées au profit des recettes globalisées (délibération n°60-2022 du 18 octobre 2022).



2. Equilibre financier

2.1. Tableau d'équilibre financier

Tableau F : Tableau des équilibres budgétaires

Besoins (utilisation des financements)							Financements (couverture des besoins)						
	Réalisé 2022	BI 2023	BR1 2023	BR2 2023	BI 2024	Ecart BI 2024/BI 2023	Ecart BI 2024/BI 2023	BI 2024	BR2 23	BR1 23	BI 2023	Réalisé 2022	
Solde budgétaire (déficit) *		25 379 804	23 596 898	12 901 802	32 659 902	7 280 098	-		-			11 569 702	Solde budgétaire (excédent) *
dont solde budgétaire budget principal		25 194 804	23 434 898	12 779 802	32 624 902	7 430 098	-					10 393 076	dont solde budgétaire budget principal
dont solde budgétaire budget du SAIC			-	-	-	-	-					69 665	dont solde budgétaire budget du SAIC
dont solde budgétaire CFA		23 000	-	-	-	23 000	-					1 185 337	dont solde budgétaire CFA
dont solde budgétaire Fondation	132 244	162 000	162 000	122 000	256 000	94 000	-					-	dont solde budgétaire Fondation
dont solde budgétaire Réseau CA			-	-	-	-	-					53 868	dont solde budgétaire Réseau des établissements
Remboursements d'emprunts	16 285					-						4 470	Nouveaux emprunts
Op au nom et pour le compte de tiers ** (décaissements de l'exercice)	2 358 373	2 432 783	2 432 783	2 432 783	2 446 613	13 830	- 30 570	2 313 413	3 654 778	1 549 583	2 343 983	2 252 223	Op au nom et pour le compte de tiers ** (encaissements de l'exercice)
Autres décaiss sur comptes de tiers (non budgétaires)	18 692	-	-	-	-	-						- 1 079 189	Autres encaiss sur comptes de tiers (non budgétaires)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (= D2+b1+c1+e1)	2 355 965	27 812 587	26 029 681	15 334 585	35 106 515	7 293 928	- 30 570	2 313 413	3 654 778	1 549 583	2 343 983	12 747 207	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (=D1+b2+c2+e2)
Abondement de la trésorerie	10 391 242	-	-	-	-	-	7 324 498	32 793 102	11 679 807	24 480 098	25 468 604	-	Variation Prélèvement de trésorerie
dont Abondement de la trésorerie fléchée ***	10 272 847			3 481 230				14 843 382		1 925 875	1 346 181		dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée ***
dont Abondement sur la trésorerie non fléchée	116 128							17 949 710	15 161 037	22 554 223	24 122 423		dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée
TOTAL DES BESOINS	12 747 207	27 812 587	26 029 681	15 334 585	35 106 515	7 293 928	7 293 928	35 106 515	15 334 585	26 029 681	27 812 587	12 747 207	TOTAL DES FINANCEMENTS

Zoom sur les soldes budgétaires des SACD :

Réseau des établissements Champardennais

Le budget du réseau des établissements Champardennais baisse légèrement l'enveloppe déployée en 2023 concernant la charge de personnel, l'enveloppe globale de fonctionnement reste très proche de celle des années précédentes afin d'être en équilibre avec les recettes prévues.

L'essentiel des financements est principalement dédié à la prise en charge d'aides au montage de projets dans le cadre d'appels à manifestation d'intérêt.

CFA

Cette année encore, le budget du CFA est profondément remanié et présente une évolution significative de ses recettes de + 2 300K€ pour atteindre 10 592K€. Cette augmentation est liée à la très nette augmentation du nombre d'apprentis (évolution de 300 étudiants en 2019 à 1319 étudiants en 2024 soit plus de 1000 apprentis supplémentaires en 5 ans et 300 depuis le BI 2023).

En matière de masse salariale, l'enveloppe 2024 de dépenses a presque doublé pour atteindre 10 522K€ et permet la prise en charge du fonctionnement du CFA pour 221K€ et les reversements internes de 8 094K€ aux composantes dispensant les formations.

Un changement de méthode a été opéré cette année afin de flécher les frais de gestion vers l'enveloppe de masse salariale (augmentés à 25% hors IUT de Reims et de Troyes à 20%). Cette enveloppe était jusqu'à présent positionnée en fonctionnement central et permettait la prise en charge de dépenses diverses. Le montant de ces frais s'élève au final à 2 207K€.

Fondation

En 2023, la Fondation prévoit 136K€ de dépenses de fonctionnement dont 98K€ d'actions (bourses Afrique subsaharienne, soutien à l'entrepreneuriat, à l'association étudiant AGORAé, soutien aux projets culturels des étudiants, remise de prix et actions de solidarité) et 38K€ de fonctionnement général.

Par ailleurs, 120K€ sont mobilisés en masse salariale pour soutenir 4 demi-allocations de doctorants.

En recettes, il n'est pas prévu de levée de fonds.

2.2. Tableau des opérations pour compte de tiers

L'URCA réalise plusieurs opérations pour le compte de tiers (simple transit de fonds). En 2024, les encaissements baissent de 31K€ alors que les décaissements augmentent légèrement de 14K€. Ces variations équilibrées joueront marginalement dans l'équilibre de la Trésorerie.

Tableau G : Variation des opérations pour compte de tiers

Opérations	Encaissements			Décaissements		
	BI 2023	BI 2024	Écart 2024/2023	BI 2023	BI 2024	Écart 2024/2023
Opération Ministère Mobilité Internationale	361 200	346 800	- 14 400	280 000	280 000	-
TVA	1 450 000	1 500 000	50 000	1 620 000	1 700 000	80 000
PIA	532 783	466 613	- 66 170	532 783	466 613	- 66 170
TOTAL	2 343 983	2 313 413	- 30 560	2 432 783	2 446 613	13 830

2. Analyse de la soutenabilité

3.1. Tableau de situation patrimoniale

Tableau H : Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Réalisé 2022	BI 2023	BR1 23	BR2 23	BI 2024	Écart BI 2024/ BI 2023	PRODUITS	Réalisé 2022	BI 2023	BR1 23	BR2 23	BI 2024	Écart BI 2024/ BI 2023
Personnel	174 842 883	183 298 453	186 849 205	186 064 484	193 599 025	10 300 572	Subventions de l'Etat	184 266 387	183 290 326	185 158 888	186 826 384	188 283 874	1 457 490
dont charges de pensions civiles*	51 015 305		50 954 458	51 572 528	52 037 046		Fiscalité affectée	1 536 681	1 476 027	1 710 209	1 710 209	1 800 000	89 791
Fonctionnement autre que les charges de personnel	45 568 401	59 321 733	59 367 772	54 504 309	54 540 275	- 4 781 459	Autres subventions	9 510 663	16 764 700	17 924 005	16 222 687	15 559 792	- 662 895
Intervention (le cas échéant)							Autres produits	27 494 490,68	35 551 900,57	39 088 117,54	35 123 547,63	38 711 191,96	- 3 587 644
TOTAL DES CHARGES (1)	220 411 284	242 620 186	246 216 977	240 568 793	248 139 300	5 519 113	TOTAL DES PRODUITS (2)	222 808 222	237 082 953	243 881 220	239 882 828	244 354 858	4 472 030
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	2 396 938						Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)		5 537 233	2 335 757	685 965	3 784 442	3 098 477
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	222 808 222	242 620 186	246 216 977	240 568 793	248 139 300	5 519 113	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	222 808 222	242 620 186	246 216 977	240 568 793	248 139 300	7 570 506

Compte tenu des éléments présentés ci-dessus en matière de masse salariale et de fonctionnement, le résultat prévisionnel de l'URCA s'avère déficitaire à -3 784K€.

Il s'explique principalement par la non-compensation d'une partie des mesures « Guerini » pour 2 327K€ et la hausse des fluides pour 1 323K€.

Par ailleurs, n'oublions pas que des effets structurels, eux aussi non compensés, pèsent aussi sur ce résultat avec 153K€ pour la mise en place de l'Institut pour le don du corps et le forfait mobilité douce pour 75K€.

Graphique 1 : résultat patrimonial

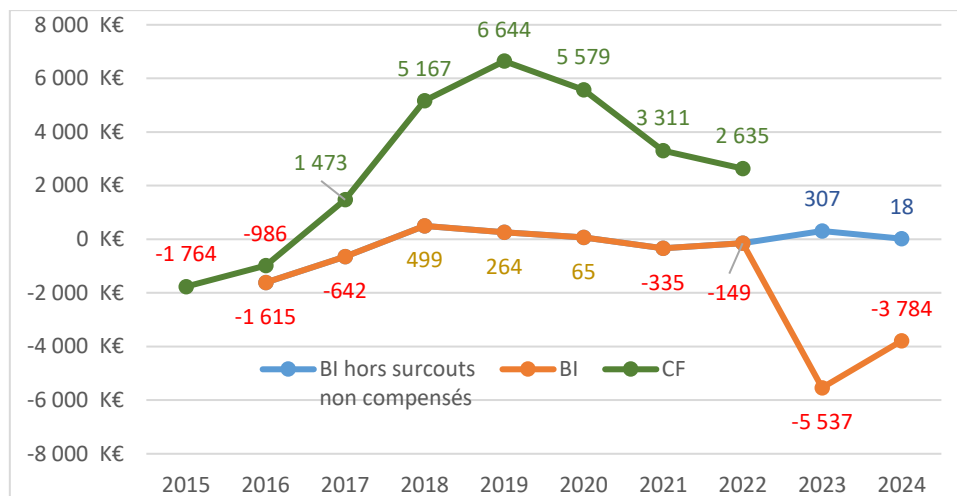


Tableau I : Détermination de la CAF

	Réalisé 2022	BI 2023	BR1 23	BR2 23	BI 2024	Écart BI 2024/ BI 2023
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	2 396 938	- 5 537 233	- 2 335 757	- 685 965	- 3 784 442	1 752 792
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	16 028 658	16 113 268	16 028 658	15 842 833	15 842 833	- 270 435
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	3 267 307	2 639 399	3 267 307	3 857 649	3 857 649	1 218 250
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	952 478	-	952 478			-
- produits de cession d'éléments d'actifs	1 505 100	4 387	1 505 100			- 4 387
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	6 640 372	6 902 781	6 640 372	6 670 439	6 670 439	- 232 343
= CAF ou IAF*	7 965 296	1 029 467	3 232 601	4 628 780	1 530 303	500 836

La capacité d'autofinancement (CAF) s'établit à 1 530K€ : elle augmente par rapport à 2023 compte tenu de l'impact du résultat malgré l'évolution des opérations comptables.

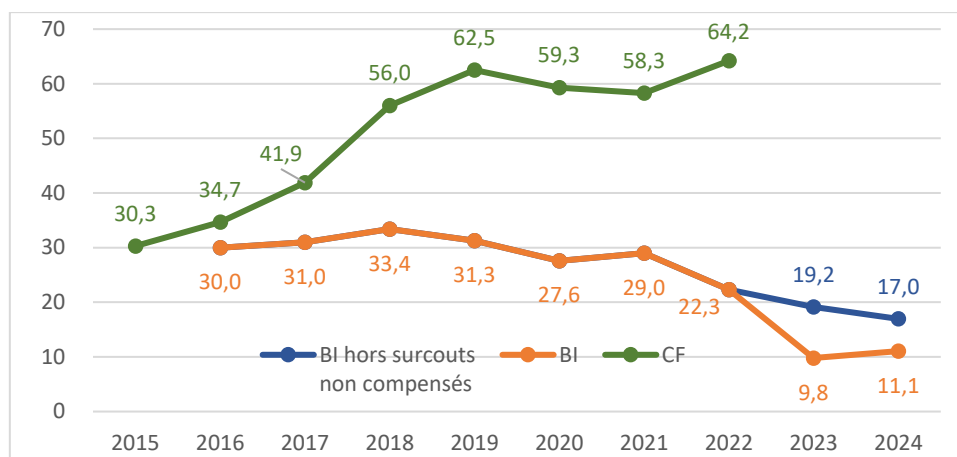
Tableau J : Situation patrimoniale 2024 en droits constatés et évolution du FDR

EMPLOIS	Réalisé 2022	BI 2023	BR1 23	BR 23	BI 2024	Écart BI 2024/ BI 2023
Insuffisance d'autofinancement*						
Investissements	15 474 721	32 999 025	33 947 909	27 741 277	34 122 867	1 123 841
Remboursement des dettes financières						
TOTAL DES EMPLOIS (5)	15 474 721	32 999 025	33 947 909	27 741 277	34 122 867	1 123 841
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)	4 859 817					

RESSOURCES	Réalisé 2022	BI 2023	BR1 23	BR2 23	BI 2024	Écart BI 2024/ BI 2023
Capacité d'autofinancement*	7 965 296	1 029 467	3 232 601	4 628 780	1 530 303	500 836
Financement de l'actif par l'État	189 051	10 847 312	10 847 312	8 381 481	223 970	- 10 623 342
Financement par des tiers autres que l'État	9 032 628	652 635	1 633 873	1 841 373	15 563 476	14 910 841
Autres ressources	3 147 562		2 000	2 000	381 400	381 400
Augmentation des dettes financières	-					-
TOTAL DES RESSOURCES (6)	20 334 538	12 529 414	15 715 786	14 853 634	17 699 149	5 169 736
PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(7)		20 469 612	18 232 124	12 887 643	16 423 717	

Le prélèvement sur le FDR atteint 16 424K€, en baisse par rapport au BI 2023 (- 4 046K€).

Graphique 2 : fonds de roulement en jours décaissable



La prévision du FDR fin 2024 s'établit à 7 144K€, soit 11,1 jours de financement des dépenses de fonctionnement décaissables contre 6 080K€, soit 9,8 jours au BI 2023. Cette prévision tient compte du niveau final 2023 réévalué en BR2 2023 (- 14 325K€).

Malgré les surcouts exogènes non compensés, le FdR prévisionnel est supérieur à celui du BI 2023 au prix de reprogrammations d'investissements sur quelques mois pour glisser des CP sur 2025. Ces décisions prudentielles pourront être revues en BR de printemps si les agrégats du compte financier 2023 le permettent.

Pour rappel, l'impact non compensé des mesures exogènes éligibles à compensation s'élève à 3 802K€ soit 5,9 jours de fonctionnement. Dans ce contexte, le plancher usuel est alors abaissé respectivement de 15 à 9,1 jours.

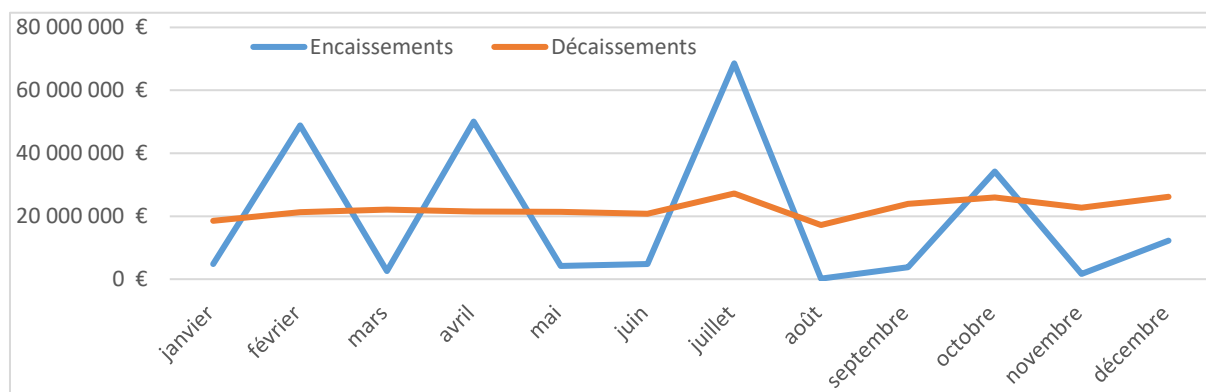
Le niveau final de fonds de roulement est donc au-dessus du plancher corrigé (+2,0 jours).

Par ailleurs, l'actualisation prudentielle à date, post-production du BR2 et la dotation tardive, impliquent une hausse prévisible de 5 908K€ (9,2 jours de fonctionnement 2024) du fonds de roulement à fin 2023. Il est donc prévisible que le BR1 2024 voit le niveau final du fonds de roulement remonter à 20,3 jours au-dessus des planchers corrigé et usuel.

3.2. Plan de Trésorerie

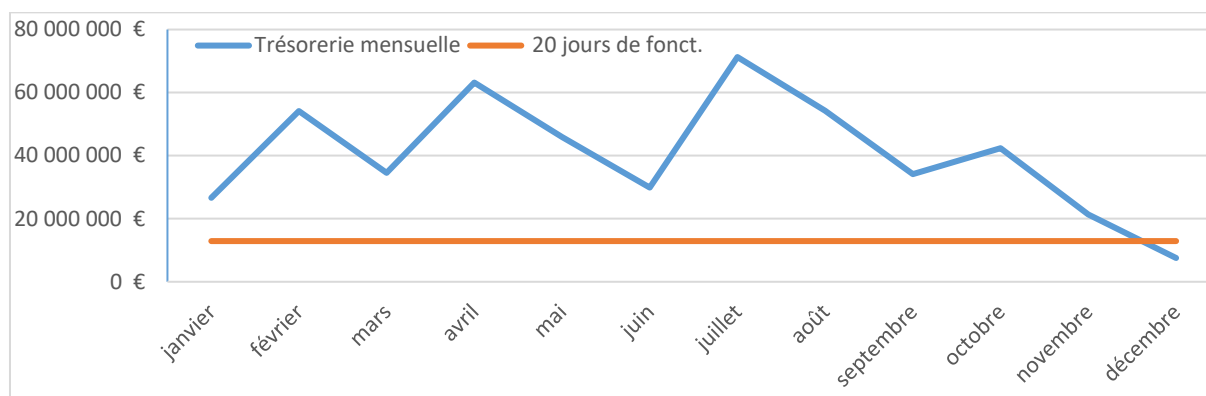
Le plan de trésorerie de l'établissement présente des récurrences propres à son activité.

Graphique 3 : encaissements et décaissements mensuels



Le rythme des décaissements mensuels est stable avec une légère progression en fin d'année en lien avec la clôture. En effet, la dépense mensuelle principale de l'établissement est la paie ce qui explique la stabilité des décaissements d'un mois sur l'autre, alors que la courbe des encaissements présente des pics lors des versements de la SCSP.

Graphique 4 : solde de trésorerie mensuel



La trésorerie affiche un niveau final à 7 544K€ soit 11,7 jours de fonctionnement. Pour rappel, l'impact non compensé des mesures exogènes éligibles à compensation s'élève à 3 802K€ soit 5,9 jours de fonctionnement. Dans ce contexte, le plancher usuel est alors abaissé respectivement de 20 à 14,1 jours.

Le niveau final de trésorerie se trouve en dessous (-2,4 jours). La trésorerie 2024 est impactée par l'avance de trésorerie pour le renouvellement de ROMEO (7 117K€, soit 11 jours). Ainsi, sans cette avance qui sera remboursée en 2025, la trésorerie finale s'établirait à 22,7 jours de fonctionnement.

Enfin, l'actualisation prudentielle à date, post-production du BR2 et la dotation tardive, impliquent une hausse prévisible de 5 908K€ (9,2 jours de fonctionnement 2024) de la trésorerie à fin 2023. Il est donc prévisible que le BR1 2024 voit le niveau final de la trésorerie remonter à 20,9 jours, au-dessus du plancher corrigé de 14,1 jours et même du plancher usuel.

3.3. Tableau des opérations liées aux recettes fléchées

Le solde entre recettes et dépenses fléchées est négatif pour 14 843K€ ce qui conduira à comptabiliser des produits constatés d'avance et produits à recevoir. Nous notons une prévision d'écritures d'inventaires pour 12 712K€ rien que sur la Recherche.

Il s'explique également avec France 2030 pour 3 069K€ d'écritures d'inventaires.



3.4. Tableau des opérations pluriannuelles

Ce tableau regroupe à la fois des opérations se déroulant sur plusieurs années et des opérations se dénouant au cours de la même gestion mais dont le montant est significatif. Il correspond à celui présenté en BR2 2023 avec notamment l'ajout de :

- 8 116K€ pour le renouvellement de ROMEO
- 1 500K€ pour le PIA Exebio
- 660K€ Rénovation du bât.7 MDH -premier équipement numérique et mobilier
- 447K€ pour le PIA Demetere
- 200K€ Réforme du 2e cycle « ECOS »
- 90K€ STAPS Croix-Rouge

Au final, le total en dépenses s'élève de 141 038K€ dont 52 263K€ déjà engagés, 37 270K€ prévus pour l'exercice 2024 et le solde, soit 46 505K€, sur les exercices suivants.

En recettes, les financements extérieurs représentent 82,72% des dépenses et sont répartis en 56 127K€ encaissés sur les exercices antérieurs, 16 048K€ sur 2024 et 44 498K€ sur les exercices suivants.

3.5. Tableau de synthèse budgétaire et comptable

Tableau K : Réconciliation du fonds de roulement et du solde budgétaire

	Réalisé 2022	BI 2023	BR1 2023	BR2 2023	BI 2024
Variation du fonds de roulement (1)	4 859 817	-20 469 612	-18 232 124	-12 887 643	-16 423 717
Opérations bilanciellles non budgétaires	-11 815				
Nouvel emprunt / remboursement de prêt	4 470				
Remboursement d'emprunt / prêt accordé	- 4 020				
Cautionnements et dépôts	- 12 265				
Opérations comptables non retraitées par la CAF, non	-115 526				
Variation des stocks	16 548				
Charges sur créances irrécouvrables	-375 054				
Produits divers de gestion courante	242 980				
Décalsages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires (3)	-6 582 545	4 910 192	5 364 774	14 155	16 236 184
Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	-4 020 384	-558 835	-104 254	-5 454 873	10 957 121
Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	-1 485 230	5 469 028	5 469 028	5 469 028	5 279 064
Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	-193 944				
Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	-882 987				
Solde budgétaire = 1 - 2 - 3	11 569 702	-25 379 804	-23 596 898	-12 901 799	-32 659 902

Ce tableau permet de faire le lien entre le solde budgétaire et le fonds de roulement.

